



# RÉPARER ET PRÉPARER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES



ENERGYCITIES

---

## PROPOSITION DU PLAN DE RELANCE ET DU BUDGET DE L'UE 2021-2027 RÉVISÉE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE (27/05/2020)

### POSITION D'ENERGY CITIES JUIN 2020

---

**"Les sommes annoncées sont importantes, mais elles n'auront d'impact que si les véritables acteurs de l'économie sont impliqués"**

Bien que les propositions de la Commission européenne représentent un réel progrès en termes de solidarité entre les Etats membres, elles sont loin de donner l'impulsion nécessaire pour renforcer en profondeur la résilience de nos économies. Energy Cities s'inquiète également des implications en termes de responsabilité démocratique, ces propositions instaurant un dialogue bilatéral entre la Commission et les Etats membres, sans implication du Parlement européen, des collectivités ni des parties prenantes, qui se trouvent ainsi court-circuités.

Faires des citoyens des acteurs de premier plan n'est pas une option, mais une nécessité.

# 1 DÉFINITION DE LA RÉSILIENCE TELLE QUE NOUS L'ENTENDONS

## 1# DÉFINITION DE LA RÉSILIENCE ET INTÉGRATION D'OBJECTIFS CONCRETS AFIN D'ÉVALUER LES PROGRES RÉALISÉS

IL N'Y AURA PAS DE REPRISE DURABLE SI LES PLANS NATIONAUX NE SONT QUE DE SIMPLES COPIÉS-COLLÉS DE L'APPROCHE DU SEMESTRE EUROPÉEN.

LA PENSÉE ÉCONOMIQUE QUI PRÉVAUT ACTUELLEMENT REPOSE EN EFFET SUR UNE STRATÉGIE BASÉE SUR LA CROISSANCE, SANS PRISE EN COMPTE DE L'OBJECTIF DE NEUTRALITÉ CLIMATIQUE NI DU FAIT QUE LES RESSOURCES NATURELLES SONT LIMITÉES.

ENFIN, UNE EUROPE RÉSILIENTE SUPPOSE DES CAPACITÉS FORTES, TANT AU NIVEAU LOCAL QUE RÉGIONAL, AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS ÉLÉMENTAIRES EN PARTAGEANT LES SOLUTIONS LES PLUS PROMETTEUSES AVEC UNE GRANDE COMMUNAUTÉ.

Dans la situation actuelle, il est beaucoup question de résilience. Mais ce que cela signifie réellement en pratique reste encore assez confus. En mettant en œuvre nos plans de transition locale et nos stratégies de diversification économique, nous avons découvert que la résilience repose sur trois aspects clés que l'on peut résumer comme suit :

1. La capacité collective à organiser et fournir des services et biens essentiels en mobilisant une multitude d'acteurs

2. La capacité à exploiter les ressources locales disponibles en première intention afin de garantir à chaque territoire un minimum d'autonomie

3. Le gain en flexibilité et agilité sous l'effet conjugué des divers acteurs, secteurs et solutions mises en place.

> Ces trois objectifs doivent faire partie intégrante de la nouvelle facilité pour la relance et la résilience de l'Union Européenne, de même que de l'ensemble des instruments d'assistance technique, sans oublier le règlement établissant le programme InvestEU, les propositions de révision de la politique de cohésion (Next Generation EU) et les autres propositions révisées du budget européen.



ENERGYCITIES



# 1. GOUVERNANCE ENTIÈREMENT REVUE

## 2# RENFORCER ET INTÉGRER L'ART. 11. DU RÈGLEMENT SUR L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT DANS LE PROGRAMME DE RELANCE ET DE RÉSILIENCE

---

LA CRISE ACTUELLE N'A AUCUN POINT COMMUN AVEC LA CRISE FINANCIÈRE QUE NOUS AVONS CONNUE DIX ANS PLUS TÔT. UNE NOUVELLE GOUVERNANCE, PLUS EFFICACE, QUI PERMET DE CO-DÉFINIR DES STRATÉGIES DURABLES SUR LA MEILLEURE MANIÈRE DE DÉPENSER LES MILLIARDS D'EUROS DU PLAN DE RELANCE EST DONC NÉCESSAIRE.

C'EST POURQUOI LA GOUVERNANCE DES PROPOSITIONS VISANT À « RÉPARER ET PRÉPARER L'AVENIR DE L'EUROPE », À SAVOIR LE PLAN DE RELANCE ET LES PROPOSITIONS RÉVISÉES DU BUDGET EUROPÉEN POUR LA PÉRIODE 2021-2027, DOIT ÊTRE ENTIÈREMENT REVUE.

LES ACTEURS LOCAUX NE SE MOBILISERONT ET NE SOUTIENDRONT CES PROPOSITIONS DE SORTIE DE CRISE, QU'À LA CONDITION D'ÊTRE PLEINEMENT ASSOCIÉS, SUR UN PIED D'ÉGALITÉ, AU PROCESSUS DÉCISIONNEL.

---



Le règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat a introduit les plateformes de dialogue multi-niveaux afin de promouvoir la co-conception des politiques énergétiques et stratégies climatiques au niveau national. Or, si les plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC) sont effectivement mentionnés dans le paquet de mesures en faveur de la relance, leur gouvernance reste à préciser.

Notre première évaluation des PNEC montre que la plupart de ces plans n'utilisent pas encore tout le potentiel de ces plateformes qui leur permettraient portant d'associer citoyens, collectivités et parties prenantes à l'ambitieux effort collectif que nous nous sommes fixé, à savoir atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Or, s'il n'est pas fait appel à l'expertise des citoyens, collectivités et parties prenantes au travers d'une approche démocratique participative, il ne sera pas possible de mobiliser la société ni de résoudre les tensions entre intérêts divergents. Capitalisant sur le processus d'élaboration des PNEC et sur les plateformes de dialogue qui y sont associées, nous demandons à ce qu'une version révisée de ces plateformes soit intégrée aux propositions de plan de relance. Rebaptisées assemblées locales pour la résilience, leur création doit être rendue obligatoire pour les Etats membres et ce dès la phase de conception et d'application de leurs plans de relance et de résilience, de leurs plans pour une transition juste et de leurs PNEC.

# 1 UN PRINCIPE APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES FONDS/BUDGETS EUROPEENS

---

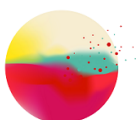
NOUS NE POUVONS PAS NOUS PERMETTRE DE GASPILLER CE PLAN DE RELANCE EN INVESTISSANT DANS DE FUTURS ACTIFS ÉCHOUÉS OU DANS DES INVESTISSEMENTS QUI NE RESPECTERAIENT PAS LES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES.

LES MANIFESTATIONS DES JEUNES POUR LE CLIMAT ONT CONDUIT AUX PROMESSES DU PACTE VERT ET NOUS NE POUVONS PAS NON PLUS NOUS PERMETTRE DE DÉCEVOIR CETTE #FUTURE GÉNÉRATION AVEC CES PROPOSITIONS RÉVISÉES DU PLAN DE RELANCE ET DU BUDGET EUROPÉEN POUR 2021-2027. CES PROPOSITIONS DOIVENT RÉPONDRE À UNE NOUVELLE RÉALITÉ ÉCONOMIQUE QUI NE PORTE PAS ATTEINTE À LA PLANÈTE NI À SES HABITANTS, ET QUI MARQUE L'AVÈNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, PLUS ÉQUITABLE ET PLUS AVANTAGEUSE POUR TOUS.

## 3# PROPOSER UNE DÉFINITION CLAIRE ET DÉTAILLÉE DU PRINCIPE DE "NE PAS NUIRE"

NE PAS NUIRE: cela signifie ne soutenir aucune mesure qui pourrait mettre en péril notre avenir. Nous demandons qu'une définition précise et étendue de ce principe soit intégrée à tous les textes en lien avec le plan de relance et la proposition révisée du budget européen.

Nous demandons également à ce que les collectivités locales puissent se prévaloir de ce principe de « ne pas nuire » pour refuser tout projet non-compatible et susceptible de menacer leur capacité à atteindre la neutralité climatique sur leur territoire.



ENERGYCITIES



# DEMANDES SPECIFIQUES CONCERNANT DIVERSES PROPOSITIONS

## La facilité de relance & résilience

Cette facilité doit inclure une facilité européenne de l'énergie municipale et communautaire afin de renforcer la capacité des acteurs locaux à monter les projets destinés à être financés (sur le modèle de l'eucityfacility.eu)

POUR EN SAVOIR PLUS :  
NOS PROPOSITIONS CONCERNANT LA LOI  
EUROPÉENNE SUR LE CLIMAT  
NOS PROPOSITIONS CONCERNANT LE  
PACTE VERT POUR L'EUROPE  
NOS PROPOSITIONS CONCERNANT LE  
PACTE EUROPÉEN POUR LE CLIMAT

CONTACT :  
CLAIRE ROUMET, ENERGY CITIES  
CLAIRE.ROUMET@ENERGY-CITIES.EU

ENERGY CITIES EST UN RÉSEAU DE PLUS  
DE 1 000 VILLES DE 30 PAYS DIFFÉRENTS.  
NOUS SOMMES CONVAINCU(E)S QUE LA  
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST PLUS  
QU'UNE QUESTION D'ÉNERGIE  
RENOUVELABLE OU DE TECHNOLOGIES DE  
POINTE. POUR NOUS, IL S'AGIT D'UTILISER  
LES RESSOURCES DE MANIÈRE RAISONNÉE,  
DE RENFORCER LA PARTICIPATION LOCALE  
ET D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DANS  
UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE.

WWW.ENERGY-CITIES.EU

NUMÉRO D'IDENTIFICATION DANS LE  
REGISTRE DE TRANSPARENCE :  
11514322965-05



## Facilité de prêt au secteur public de la BEI

Ce nouveau mécanisme de la BEI doit veiller à ce que les prêts ne soient pas uniquement réservés aux régions éligibles au titre du mécanisme pour une transition juste, mais également accessibles à d'autres régions européennes. Cette facilité doit aussi non seulement inclure des instruments d'assistance technique « classiques » (comme ceux du programme ELENA accessibles aux grandes villes) mais également accorder des subventions aux villes de plus petite taille afin de les aider à préparer leurs plans d'investissements, comme le fait déjà l'actuel dispositif EU City Facility.

## L'instrument d'assistance technique aux États membres

Cet instrument, qui vise à conseiller les administrations des Etats membres afin qu'elles soient plus « efficaces », doit réellement répondre aux enjeux des politiques transversales multi-niveaux en matière de neutralité climatique. Jusqu'à présent, le projet d'instrument prévoit de financer 1 milliard d'euros afin de permettre aux Etats membres de bénéficier de l'expertise de consultants pour mener à bien des réformes visant à une croissance durable et à renforcer leur résilience au travers de la mise en place de programmes d'ajustement macroéconomique. Cet instrument ne doit pas se limiter à ce financement mais doit également aider les Etats membres à améliorer et développer plus largement la démocratie participative ainsi que la gouvernance transsectorielle et multiniveaux.